

L'EUTHANASIE

Ce qui caractérisait la question des droits de l'homme en fin de vie était une scolastique (trouver de nouvelles preuves de l'existence de Dieu) consistant à expliquer qu'il ne fallait pas faire de loi sur le sujet. Tout ce qui se lisait sur le sujet aboutissait à cette solution. Or une loi s'applique d'une certaine façon car on considère que l'aide à la mort est un assassinat puisque la volonté est là. C'est une absurdité car il n'y a pas à être pour ou contre. Ce qui caractérise une démocratie, c'est que l'Etat s'interdit de trancher les problèmes de conscience. Or ici, il s'agit de voir si la vie est un droit ou une obligation (peut-on en disposer en toute liberté ou bien faut-il l'assumer ?).

Depuis 2000 ans, on a appris à faire cohabiter les croyants et les non croyants parce que l'Etat s'abstient de savoir s'il y a ou non un dieu et qu'il laisse la question à la conscience de chacun.

Imaginons le débat au parlement : pour ou contre l'existence d'un dieu ?, transformé en pour ou contre l'euthanasie ?

Quand Simone Veil est montée à la tribune en 1975, elle ne s'est pas prononcée pour ou contre l'avortement ; elle a juste dit que les femmes qui le souhaitent devaient pouvoir le faire.

Aujourd'hui, la société française a décidé qu'interrompre volontairement sa vie et obtenir une aide en fin de vie est un crime. Or la société française, démocratique, ne devrait pas pouvoir se prononcer.

Nous vivons en démocratie, nous mourrons en théocratie, il y a donc incomplétude du champ démocratique.

Les deux volontés doivent être respectées : il faut aider à vivre ceux qui veulent vivre, et à partir humainement ceux qui le veulent. En imposant une volonté collective, on transforme le débat en disant que si on le dépénalise, on le généralise. Ce n'est pas une solution heureuse ; l'interdire est une atteinte à la démocratie.

En plus d'accorder les libertés, il faut mettre en œuvre les moyens de les exécuter. Avec la reconnaissance du droit à l'IVG, il faut prévoir les possibilités de faire ça dans des conditions rendant ce droit effectif. Il faut donc construire un droit pour la fin de vie.

Le taux de suicide est beaucoup plus élevé chez les personnes âgées.

Le tiers des décès est provoqué par un acte médical dont un certain pourcentage est décidé par la volonté du malade. Mais avant « ça n'existait pas » (hypocrisie niant la réalité de l'euthanasie). Cela se déroule dans la clandestinité, avec des inégalités entre ceux ayant des relais médicaux et les autres, dont le sort dépendra du médecin qu'ils auront en fin de vie (« loterie du médecin »).

La médecine moderne oblige à gérer la mort. Avant elle était considérée comme un phénomène fatal. Aujourd'hui elle est sous contrôle avec le développement des techniques (elle est plus ou moins pénible, plus ou moins étalée). La moitié des morts en réanimation se fait à la suite d'une décision médicale.

Il faut distinguer entre euthanasie passive (maintien en vie, on se contente de ne rien faire) et euthanasie active (on fait).

La question s'est posée avec une jeune femme dans le coma pendant douze ans. Ses parents voulaient arrêter le traitement. La justice a décidé le débranchement et elle a mis quelques semaines à mourir car la justice n'a pas autorisé à aider.

Les médecins prennent également la décision d'aider à mourir par humanité.

Selon les Anciens déjà, le poison est dans la dose.

Pour tout le monde, la situation est parfaite car tant qu'il n'y a pas de loi, il n'y a pas d'euthanasie.

Robert Badinter est contre l'euthanasie.

L'affaire Vincent Humbert a dévoilé tout le problème. Aidé par la médecine, il peut vivre longtemps, mais il demande à mourir. Cette volonté est difficile à définir en pratique. Quand le malade souhaite mourir, il faut l'encadrer pour le ramener à la vie. Il faut tout faire pour qu'il retrouve le goût à la vie avant d'envisager l'euthanasie. Vincent a quand même voulu mourir. Le médecin voulait améliorer sa condition sanitaire. Sa mère était toujours à côté de lui.

De même, voir l'affaire Sampedro en Espagne (film « Mar adentro ») : il a vécu 29 ans jusqu'à ce qu'une âme charitable l'aide à mourir.

Le rôle des médecins se réduisaient à surveiller que personne ne le tue ou que le sort en décide autrement. Le Président de la République lui a répondu qu'il devait vivre (à côté des morts pour la France, il y a les « vivants pour la France »). Marie Humbert a tenté de faire mourir Vincent ; il est tombé dans le coma et le Docteur Chaussoy l'a réanimé dans un premier temps. Mais il était clair que Vincent ne voulait pas de ces traitements.

La loi Kouchner permet aux malades de refuser des traitements pouvant les sauver.

Le Dr ne s'est pas contenté de le débrancher, il a en plus utilisé de la morphine et du chlorure de potassium.

Il y a eu deux inculpations :

- Marie Humbert a été inculpée pour assassinat
- de même que le Docteur mais dans d'autres conditions.

Sont ainsi posés les deux problèmes :

- un malade en fin de vie et pour lequel on décide de prendre des mesures l'aidant à mourir.

Il y avait des délations par rancœur personnelle et les réanimateurs n'en pouvaient plus donc ils demandaient une loi pour ne plus être accusés de crime.

- écoute d'une demande de mort.

En 1957, le Pape Pie 12 avait dit que la médecine devait lutter contre la douleur et qu'il était licite d'utiliser des doses aboutissant à la mort.

La mort semble être la conséquence indésirée d'un acte visant à apaiser la souffrance. Mais de toutes façons, il va mourir. De plus, un médecin est fait pour soigner selon les réanimateurs.

La situation de Marie Humbert se référait au malade.

Le tabou n'est pas de donner la mort, mais de la demander car le médecin sait qu'il a ce qu'il faut pour donner la mort, et car c'est alors le médecin qui prescrit, et le médecin devient un simple exécutant dans l'acte le plus terrible. Il y a donc renversement du pouvoir médical.

Il y a une différence entre la situation dans laquelle Vincent demandait la mort et le moment où il était en réanimation et où les médecins avaient le pouvoir.

L'opinion avait du mal à condamner les médecins l'ayant aidé à mourir.

Il faut donc distinguer entre deux problèmes :

- le problème de la réanimation où les médecins sont demandeurs d'une loi pour qu'ils puissent aider les malades à partir sous leur propre contrôle. Ils ne donnent pas la mort puisqu'ils utilisent des médicaments non mortels dans certaines doses. Le pouvoir politique va alors centrer l'affaire là-dessus. La loi est votée à l'unanimité ; elle confie au médecin la possibilité de faire son métier sans risque d'être accusé d'assassinat. Mais cette loi a évité a question de l'euthanasie.

- la situation du malade demandant l'euthanasie. La loi a permis de ne pas faire la loi posant la véritable question, à savoir peut-on disposer de sa propre vie ? L'Etat peut-il nous imposer sa conception selon laquelle la vie est une obligation ? Selon lui, Dieu a donné la vie, donc c'est

à lui d'en disposer. Or quand on donne quelque chose, c'est au bénéficiaire de décider de ce qu'il fait de la chose donnée.

Il est dit qu'Hitler voulait exterminer toute une population malade sous prétexte d'euthanasie. Mais dans la même optique, on ne devrait plus alors parler de démocratie en référence aux démocraties populaires. Les mots ne sont pas salis par une sale utilisation couverte par un mot noble. Les victimes de la Shoah n'ont pas demandé à mourir donc il n'y a pas eu euthanasie. Nous sommes persuadés que les suisses, les hollandais qui l'ont accepté font des choses atroces. C'est l'arrogance triomphante de la médecine française. L'Oregon est le seul Etat américain à l'avoir accepté. On s'était rendu compte là-bas que sur 150 demandes de suicide, 20 avaient réussi et que pour les autres, le suicide était évitable par un meilleur traitement. En Suisse, ce sont les citoyens qui ont pris cette question en charge. Dans l'association Exit, il y a 60 000 adhérents cotisants. Environ 150 suicides ont été assistés par Exit en 2004 et cela n'augmente pas. Ce sont toujours des grands malades. C'est une assurance que prennent les gens contre la mauvaise mort.

Il faut reconnaître que les gens sont libres de choisir. Dans l'immense majorité des cas, ils ne s'en servent pas mais ils seront soulagés de savoir qu'ils peuvent le faire.

Au Pays-Bas, la procédure est plus juridique et plus médicalisée. Il a fallu 30 ans pour faire une loi en laissant les choses se faire. Les médecins hollandais ne voulaient pas avoir de contrôle juridique, donc il a été décidé que l'euthanasie serait possible sur avis d'un médecin légiste. L'application concrète des principes est extrêmement difficile donc il ne faut pas faire des lois dans des moments émotionnels.

Les bonnes lois sont les lois qui n'existent pas pour les meilleurs citoyens. La bonne législation est celle qui n'est pas ressentie par ceux qui d'emblée ont socialisé leur conduite. Il faut voir comment généraliser les comportements adoptés par les meilleures équipes. Il faut faire le droit en regardant une réalité et en se concentrant pour définir le meilleur cadre juridique.